

LE DROIT À LA VIE

M. Felix Holtmann (Portage—Interlake): Madame la Présidente, j'ai le grand plaisir de présenter une pétition signée par environ 24 personnes de Portage La Prairie, au Manitoba, qui désirent que le Parlement promulgue une loi visant à protéger la vie humaine de la conception jusqu'à la mort.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Joe McGuire (Egmont): Merci Madame la Présidente. Je prends la parole en vertu de l'article 36 du Règlement afin de présenter une pétition contre la taxe sur les produits et services.

Les pétitionnaires prient humblement le gouvernement de cesser ses efforts pour imposer la taxe sur les produits et services à une population récalcitrante.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Madame la Présidente, j'aimerais présenter une pétition provenant de nombreux Canadiens qui sont très préoccupés par la taxe sur les produits et services et qui désirent faire savoir au gouvernement qu'ils sont mécontents.

Ils y voient simplement une autre ponction fiscale qui ne profitera certainement pas aux Canadiens. En fait, cette mesure fera beaucoup de tort à la population du Canada.

VIA RAIL

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): Madame la Présidente, j'ai aujourd'hui le privilège, conformément à l'article 36 du Règlement, de présenter une pétition au nom de personnes qui réproouvent ce que le gouvernement a fait à VIA Rail, notamment en réduisant son budget de 500 millions de dollars, ce qui entraîne une diminution du service et qui rend impossible l'achat du matériel roulant nécessaire au maintien du réseau.

Ils demandent au gouvernement du Canada de forcer la société à soumettre un plan d'entreprise ferme pour assurer la continuation de ses opérations en tant que mode de transport de calibre mondial.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Madame la Présidente, c'est mon devoir et mon plaisir, aujourd'hui de présenter à la Chambre, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition dûment certifiée, de Canadiens qui s'opposent absolument à la taxe sur les produits et

Affaires courantes

services proposée par le gouvernement, qu'elle soit de 9, de 7 ou même de 1 p. 100.

Les signataires font partie des Canadiens, 72 p. 100 de la population, qui disent clairement au gouvernement qu'ils ne veulent d'aucune TPS. Merci, madame la Présidente.

• (1150)

M. Ross Harvey (Edmonton—Est): Madame la Présidente, j'invoque volontiers l'article 36 du Règlement pour ajouter aux milliers de signatures que j'ai déjà présentées quelque 300 noms de citoyens canadiens, en grande partie d'Edmonton, mais aussi d'ailleurs au Canada. Les pétitionnaires invitent le Parlement à rejeter le projet actuel de taxe sur les produits et services et à obliger le gouvernement à renoncer à son projet d'accabler davantage les Canadiens ordinaires en leur imposant une taxe régressive à la consommation au lieu de procéder à une véritable réforme fiscale.

Je suis déterminé à présenter ces signatures à la Chambre jusqu'à ce que le gouvernement renonce à la TPS ou que les Canadiens se débarrassent du gouvernement.

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Madame la Présidente, j'ai bien l'honneur, conformément à l'article 36 du Règlement, de présenter, au nom de mon collègue le député de Windsor-Ouest, une pétition signée par des gens de la région de Windsor qui s'opposent eux aussi à la taxe sur les produits et services.

Ils tiennent cette taxe pour régressive, injuste et inflationniste et ils insistent pour que le gouvernement actuel renonce à son projet. Ils prient humblement le Parlement d'accéder à leurs vœux.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter des pétitions signées par quantité d'électeurs de la circonscription de Windsor-Ouest qui s'opposent à la taxe sur les produits et services et prient le Parlement de rejeter cette taxe qu'ils tiennent pour injuste et régressive.

[Français]

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, la pétition ci-jointe est jugée correcte. Il me fait plaisir, de la part de mes concitoyens de la région de Windsor et de London, de m'exprimer pour eux. Ils demandent que le Parlement rejette cette taxe sur les produits et services. Ils trouvent cette proposition totalement injuste.